





LES IMPOSTEURS DE L'ÉCONOMIE

Du même auteur

Histoire secrète des dossiers noirs de la gauche (en collaboration), Éditions Alain Moreau, 1986

La Grande Méprise (en collaboration), Grasset, 1996

La Gauche imaginaire et le nouveau capitalisme (avec Gérard Desportes), Grasset, 1999

Voyage indiscret au cœur de l'État (en collaboration), Éditions Le Monde-Le Pré aux Clercs, 2000

Les Stock-options (avec Philippe Jaffré), Grasset, 2002

L'Adieu au socialisme (avec Gérard Desportes), Grasset, 2002

Jacques le Petit, Stock, 2005

Petits conseils, Stock, 2007

Sous le Tapie, Stock, 2008

Les 110 Propositions, 1981-2011 : Manuel critique à l'usage des citoyens qui rêvent encore de changer la vie, Don Quichotte, 2011 (ouvrage collectif de la rédaction de *Mediapart*)

Laurent Mauduit

LES IMPOSTEURS DE L'ÉCONOMIE

Jean-Claude Gawsewitch Éditeur

Ouvrage dirigé par Gilles Bouley-Franchitti
gbf@noos.fr

© Jean-Claude Gawsewitch Éditeur, 2012
130, rue de Rivoli
75001 Paris
www.jcgawsewitch.com
ISBN : 978-2-35013-322-5

Avertissement

Pour écrire ce livre, j'ai rencontré ou échangé avec de nombreux économistes français et étrangers. Certains ont accepté que j'en fasse état : Dominique Plihon¹, Christian de Boissieu², Philippe Askenazy³, Jean-Hervé Lorenzi⁴, Jacques Delpla⁵, Pierre-Alain Muet⁶, Henri Sterdyniak⁷, Thomas Piketty⁸, François Bourguignon⁹ et Guillaume Hollard¹⁰. D'autres, nombreux, ont préféré que nos échanges restent confidentiels. Aux uns et aux autres, je voudrais exprimer ma gratitude car, sans leur aide, ce livre n'aurait pas vu le jour.

-
1. Rencontré le 10 octobre 2011.
 2. Rencontré les 20 octobre et 10 novembre 2011.
 3. Rencontré le 21 octobre 2011.
 4. Rencontré le 7 novembre 2011.
 5. Rencontré le 7 novembre 2011.
 6. Rencontré le 8 novembre 2011.
 7. Rencontré le 10 novembre 2011.
 8. Rencontré le 21 novembre 2011.
 9. Rencontré le 22 novembre 2011.
 10. Rencontré le 1^{er} décembre 2011.

Les imposteurs de l'économie

Certains de mes interlocuteurs ont eu le sentiment par avance – ils me l'ont dit – que mon récit ne les présenterait pas forcément sous un jour favorable. Ils ont pourtant eu l'élégance de se prêter au jeu et je voudrais ici leur dire ma reconnaissance particulière.

Je dois pourtant dire que j'ai essuyé des refus. Le président de l'université de Paris-Dauphine, Laurent Batsch, n'a pas voulu me rencontrer ni même me parler brièvement, malgré plusieurs relances de ma part. Sa chargée de communication m'a proposé un rendez-vous avec un responsable de la Fondation Dauphine, mais après mon accord, elle est devenue inaccessible malgré mes messages répétés.

J'ai aussi demandé à parler à un dirigeant de l'École d'économie de Toulouse. L'un d'eux, Franck Portier devait « revenir » vers moi mais, il ne l'a pas fait.

Il en a été de même avec l'économiste Daniel Cohen que j'ai alerté à plusieurs reprises, mais qui n'a pas jugé utile de me répondre ni même d'entendre les questions que j'aurais aimé lui soumettre. Je regrette profondément ce silence, d'autant que nos relations étaient confiantes depuis de très longues années.

Frédéric Lordon n'a pas plus souhaité me rencontrer.

Parmi les économistes qui m'ont particulièrement éclairé figure un ami cher : je veux lui dire ma grande estime et ma vive amitié. Deux journalistes m'ont aussi apporté une aide précieuse. Je ne cite pas leur nom, mais ils se reconnaîtront et je veux leur exprimer ici ma profonde gratitude.

Enfin, mon affection va aux miens, mon fils Tristan et mon épouse Marie-Noëlle qui m'ont soutenu durant ce travail, et notamment à cette dernière qui a eu la gentillesse de me relire et de me prodiguer conseils et avis.



À mes consœurs et confrères de
Mediapart avec lesquels je partage la
passion du journalisme libre et indé-
pendant.

Introduction

Quand la crise financière s'est accentuée à partir de 2007, puis quand elle s'est transformée en une crise économique historique au lendemain de la faillite, le 15 septembre 2008, de la banque américaine Lehman Brothers et, enfin, quand l'Europe a été dévastée par une crise de la dette à rebondissements, à partir de l'automne 2011, les économistes ont parfois été critiqués, mais pas toujours de la même manière.

En France, nul vrai débat, ni réelle polémique. Malgré la violence de la crise et le cortège de souffrances sociales qu'elle a généré, quelques économistes parmi les plus médiatisés, ceux qui courent micros et plateaux de télévision, ont seulement été moqués pour leur manque de discernement ou de clairvoyance. Dans les magazines, on a vu fleurir, ici ou là, le bêtisier de la crise. On en connaît les héros, puisque tous les économistes connus, ou presque, ont été épinglés. De l'économiste de la banque Natixis Patrick Artus (« La crise est finie ») jusqu'à l'économiste de l'École normale

Les imposteurs de l'économie

supérieure Daniel Cohen (« La bonne nouvelle c'est que cela ne durera pas plus longtemps »), en passant par l'entremetteur du capitalisme parisien Alain Minc (la crise est « grotesquement psychologique ») ou encore l'économiste Anton Brender (« Les paniques bancaires à l'ancienne ont disparu grâce au dispositif d'assurance des dépôts mis en place pour permettre de les éviter »). Dans la foulée, une ribambelle de dirigeants français ont été montrés du doigt, pour avoir tenu les mêmes propos lénifiants ou mensongers, de l'ex-ministre des Finances devenue patronne du Fonds monétaire international (FMI) Christine Lagarde (« Le gros de la crise est derrière nous ») jusqu'à son prédécesseur au FMI, Dominique Strauss-Kahn (« Les pires nouvelles sont derrière nous »)...

Mais, rien de conséquent ! Cette ineptie n'a pas empêché Christine Lagarde de faire carrière à Washington – ni d'ailleurs, et c'est plus grave, sa possible mise en cause pour complicité de détournement de fonds publics dans l'affaire Tapie/Crédit Lyonnais. Pas plus que les bêtises proférées par les économistes français les plus connus ne les ont condamnés à une abstinence médiatique, même courte : depuis que la crise a commencé, ce sont toujours les mêmes que l'on entend sur toutes les ondes de radio et dans toutes les émissions de télévision.

Aux États-Unis, l'affaire a pris une tournure bien différente. Des économistes parmi les plus connus ont été mis en cause pour leur connivence avec le monde de la finance qui a entraîné la planète tout entière dans la tourmente. Des économistes ont été pointés du doigt

Introduction

pour avoir rédigé des rapports faisantés en faveur de la dérégulation et avoir amassé en retour des tas d'or. Des économistes ont été dénoncés pour avoir, sous couvert d'un discours académique, disculpé les banquiers et assureurs américains de toute responsabilité, alors que ces mêmes banquiers et assureurs les avaient cooptés dans leurs conseils d'administration.

En bref, de nombreux économistes ont été mis en cause pour leur manque d'indépendance, leurs conflits d'intérêts voire même, leur corruption.

Ce procès, c'est l'Américain Charles Ferguson qui l'a probablement le mieux mis en scène à l'automne 2010 dans *Inside Job*, un documentaire qui décrit par le menu les débuts de la crise aux États-Unis, celle des subprimes, et le rôle accablant joué par certains économistes parmi les plus célèbres, stipendiés à des degrés divers par Wall Street.

Dans ce film édifiant, on voit ainsi défiler, les uns après les autres, tous les grands noms de l'économie aux États-Unis, ceux-là mêmes qui ont entretenu des relations incestueuses avec le monde de la banque ou celui des affaires. De Larry Summers, le conseiller économique de Bill Clinton et de Barack Obama, qui s'est enrichi grâce à des *hedge funds* jusqu'à Frederic Mishkin, ancien membre de la Réserve fédérale (la banque centrale américaine), grassement rémunéré pour rédiger un rapport sur la bonne santé financière de l'Islande quelques mois seulement avant que le pays ne fasse faillite, ils sont nombreux à être épinglés.

Aux États-Unis, ce documentaire a fait sensation alimentant un grand débat et une réflexion salubre sur

Les imposteurs de l'économie

l'invraisemblable endogamie entre la communauté des économistes et les milieux d'affaires. Tout le monde a compris que le film, mis à part quelques raccourcis ou simplifications, visait juste. Ainsi, dans le *New York Times* du 6 décembre 2010, le célèbre chroniqueur et Prix Nobel d'économie Paul Krugman soulignait : « Je ne pense pas que tous les économistes soient du genre à se faire payer pour défendre un point de vue – le film ne le prétend d'ailleurs pas. Mais ce que le documentaire suggère, en revanche, c'est qu'il existe une sorte de corruption douce : vous pouvez gagner beaucoup d'argent grâce à l'industrie financière, vous pouvez être coopté dans les conseils d'administration, mais à la condition que vous ne cassiez pas trop la baraque [...] Et je pense que tout cela est très vrai. »

Pour qui a vu *Inside Job*, une question vient immanquablement à l'esprit : pourquoi ce débat si important et qui a pris une telle ampleur aux États-Unis n'a-t-il eu pratiquement aucun écho en France ? Cette interrogation est d'autant plus pertinente qu'il y a dans ce documentaire au moins un indice qui suggère que la France est elle-même directement concernée par ces dérives. Parmi les économistes épinglés, si ce n'est accusés, figure un certain Richard Portes. Et si le film ne s'attarde pas spécialement sur son cas, il est pourtant accablant : comme Frederic Mishkin, cet économiste a réalisé un rapport sur l'Islande. C'était en avril 2008. Rédigé sous l'égide de la London Business School et un institut britannique, le Centre for Economic Policy Research, pour le compte de la Chambre de commerce islandaise, ce rapport est... consternant. Il poursuit en

Introduction

effet un objectif principal : convaincre qu'un « atterrissage en catastrophe » du pays (« *hard landing* ») est « improbable » et que « la volatilité financière ne constitue pas une menace » pour lui. Et pour établir cette démonstration – au moment même où le pays est au bord de la faillite – Richard Portes incrimine pêle-mêle les rumeurs incontrôlées du marché, les analystes ou encore... le « mauvais journalisme » (« *bad journalism* ») qui veut « vendre du papier » en diffusant des informations à sensation !

Mais qui est ce Richard Portes ? Un économiste qui a beaucoup de liens avec la France, puisqu'il a un statut de chercheur associé à la prestigieuse École d'économie de Paris (aussi dénommée Paris School of Economics – PSE). Richard Portes est également directeur d'études à la non moins prestigieuse École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Pourtant, de ce rapport calamiteux, il n'a presque pas été question dans la presse française. D'où cette nouvelle interrogation : est-ce parce que son cas est unique et que les économistes français se sont tenus à l'écart des compromissions avec le monde de la finance, à la différence de leurs homologues américains ? Les Frenchies auraient été plus vertueux que les Yankees ?

Cette question, je me la suis posée quand Jean-Claude Gawsewitch et le directeur de collection Gilles Bouley-Franchitti m'ont proposé d'écrire ce livre. Ils venaient de publier le livre courageux de Pascal Boniface *Les Intellectuels faussaires* qui, malgré un boycott quasi général de la presse, avait, par le meilleur

Les imposteurs de l'économie

des plans de communication, celui du bouche-à-oreille, rencontré un fort succès d'audience, en décortiquant les impostures de quelques-uns des intellectuels français les plus connus parmi lesquels Bernard-Henri Lévy, Alexandre Adler ou encore Caroline Fourest. Mes éditeurs se demandaient si cette réflexion ne méritait pas d'être prolongée dans un domaine plus particulier, mais, ô combien important pour la vie publique, politique et intellectuelle, celui de l'économie.

D'emblée, ce projet m'a plu. Pour plusieurs raisons. D'abord, cela tient à mon expérience professionnelle. Tout au long de ces dernières années, je dois reconnaître que j'ai souvent étouffé dans les milieux que je côtoyais. J'étouffais parce que, par la force des choses, il fallait être libéral. C'était quasi obligé. Tous les journalistes économiques ou presque le sont devenus, au fil des ans. Avec ou sans nœud papillon. À partir du milieu des années 80, sous la droite comme sous la gauche, il est devenu quasi impossible à un journaliste de dire qu'il n'était pas un adepte du « moins d'État » ou du « moins d'impôt », au risque de passer pour un hérétique ou un dangereux révolutionnaire. Oser dire que l'on avait lu Keynes dans sa jeunesse est peu à peu devenu furieusement rétrograde. Quant à Marx, quelle abomination ! Évoquer au détour d'un article la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, passe encore, mais mentionner *Le Capital*, jamais ! C'est devenu un véritable tabou.

Ces années ont marqué le triomphe que l'on sait de la « pensée unique ». Au diable l'économie politique ! Au diable le débat public ! Dans ce grand mouvement

Introduction

de conversion libérale, les journalistes ont tous été sommés de penser pareil, et beaucoup d'entre eux ont, hélas, fait du zèle. Je me suis souvent dit, au cours de ces années, que je m'appliquerais un jour à comprendre la part de responsabilité des économistes, de certains d'entre eux, dans cette terrible anémie du débat public, en même temps que la responsabilité des journalistes. Ce livre m'a ainsi offert l'opportunité de réfléchir à cette question qui m'a si longtemps taraudé : pourquoi un petit cercle d'économistes, toujours les mêmes, dispose-t-il d'un quasi-monopole de l'expression dans les grands médias ? Quelle est la responsabilité de la presse dans cette situation malsaine ?

Si ce projet m'a séduit, cela tient également à une deuxième raison, qui est la nature même du capitalisme français. Au fil des années, j'ai acquis la conviction que la France disposait d'un capitalisme hybride sans doute unique en son genre. D'une part, il a copié les traits les plus sulfureux du capitalisme anglo-saxon. Stock-options, golden parachutes, retraites dites chapeau, etc. : sous les coups de boutoir des marchés financiers et de la montée en puissance des grands fonds d'investissement anglo-saxons à la Bourse de Paris, les patrons de nos grands groupes industriels ont découvert avec délectation depuis vingt ans qu'en servant bien leurs actionnaires, ils pouvaient eux-mêmes accumuler de formidables fortunes. Le vieux capitalisme français, qui a longtemps relevé du modèle rhénan – une économie de marché certes, mais adossée, comme en Allemagne, à un pacte social très fort –, a progressivement disparu au profit d'un nouveau capitalisme patrimonial,

Les imposteurs de l'économie

un capitalisme d'actionnaires, générant de nouvelles inégalités sociales, à l'instar de ces « travailleurs pauvres », ces tristement célèbres « *working poors* » importés aussi du modèle américain.

Mais je me suis aussi aperçu d'autre part, que si le capitalisme français faisait peau neuve, cette mutation n'était qu'imparfaite. Important bien des traits sulfureux du capitalisme anglo-saxon, il s'est en particulier gardé d'intégrer dans le même mouvement ses aspects plus vertueux, notamment la transparence. Le capitalisme français a donc pris tout ce qui pouvait enrichir spectaculairement les mandataires sociaux des grands groupes, mais il a conservé toute l'opacité qui les protège. Ainsi, tous les vieux travers du capitalisme « à la française » – ce capitalisme de l'ombre, ce « capitalisme de la barbichette » régi par le seul principe du « je te tiens, tu me tiens, on se rend des services mutuels »... – ont plus que jamais perduré. Et depuis 2007 et la présidence de Nicolas Sarkozy, ce système s'est encore aggravé. Affaire Tapie, affaire Péro, affaire Wildenstein, affaire Bettencourt ou Takieddine : des scandales plus graves les uns que les autres, révélant un dangereux mélange des genres entre affaires privées et intérêt général, sur fond d'affairisme, de corruption voire de violation pure et simple des règles de l'État de droit se sont en effet succédé ces cinq dernières années. Et, si au début, on a pu croire qu'il s'agissait d'une vulgaire variante du capitalisme de connivence – appelons-le le capitalisme du Fouquet's – à la fin du quinquennat, il a pris de petits relents de capitalisme néopoutinien.

Introduction

Or, j'ai très fréquemment eu le sentiment que certains économistes – pas tous, mais beaucoup trop – participaient de ce système malsain. J'ai souvent eu l'impression que certains avaient dans le débat public des positions académiques, mais qu'ils profitaient, dans les arrières-cuisines de ce capitalisme passablement corrompu, d'avantages ou de passe-droits, dont ils se gardaient bien de faire étalage. Au gré de mes enquêtes, j'ai d'ailleurs souvent eu la surprise de découvrir des économistes, ou supposés tels, profitant de prébendes que je ne soupçonnais pas. Des histoires de ce type, des histoires de conflit d'intérêts, j'en avais plein ma besace de journaliste économique, que je n'ai jamais eu l'occasion ni le temps de raconter. Au demeurant, raconter une micro-histoire n'avait pas grand sens. Mais quand ces histoires s'accumulent, elles finissent par faire système. Et elles autorisent une interpellation : quelle peut être l'indépendance de ces économistes, qui vivent à ce point des avantages d'un petit monde dont ils sont censés décrire mieux que d'autres le fonctionnement ou les errements ? Ont-ils les bonnes lunettes pour décrire le système économique, s'ils sont à ce point, pour certains d'entre eux, intéressés à la survie de ce système ? Ne portent-ils pas en vérité, volontairement, des verres déformants ? Et, dans ce cas, n'abusent-ils pas ceux qui ont confiance en eux ? Cela a évidemment été pour moi l'autre intérêt de me lancer dans cette enquête sur le petit microcosme des économistes : arriver à percer ce mystère.

Enfin, le projet m'a semblé utile pour une ultime raison. L'élection présidentielle de 2012 revêt une

Les imposteurs de l'économie

importance capitale. La France, avec près de 4,7 millions de demandeurs d'emploi et plus de 8,2 millions de pauvres, a un paysage social dévasté. Les inégalités sociales ne cessent de se creuser et la question fiscale revêt une importance majeure. La Sécurité sociale croule sous le poids de déficits croissants mais d'elle dépend la survie du modèle social construit en France au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. L'Europe est en phase d'implosion et il faudra sans doute en inventer une autre, adossée à des règles économiques et financières moins folles que celles qui ont prévalu ces trois dernières décennies. Les marchés financiers exercent une tyrannie si violente qu'ils finissent par générer tout à la fois misère et exaspération, et par là même nourrissent un populisme qui sape les ressorts de la démocratie.

C'est dire combien le débat économique de la présidentielle de 2012 va peser lourd. Or, dans les coulisses des partis, les économistes jouent un rôle clef. Dans les groupes d'experts que constituent les candidats, beaucoup d'entre eux s'activent. Il y a donc un grand intérêt à expertiser... ces experts ! Pour s'appliquer à mesurer s'ils apportent des idées neuves aux divers candidats ou s'ils ne font que générer de la « pensée unique ». Dis-moi qui te conseille, je te dirai, par-delà les effets d'estrade et les promesses de tribune, quelle politique économique tu suivras. Cet exercice est utile, indispensable peut-être, car il permet de toucher du doigt les ressorts profonds de l'anémie de la démocratie, en même temps que les conservatismes dont certains



